FORCE OUVRIERE DORDOGNE

Compte Rendu Audience Présidentielle 19 juillet 2018

Ce jeudi 19 Juillet à l'occasion de la visite présidentielle en Dordogne une délégation de l'Union Départementale Force Ouvrière a été reçue par Fabrice AUBERT Conseiller Institutions-Action publique-Transition Numérique du Cabinet du Président de la République.

La délégation FO composée de Joël BUISSON Secrétaire de l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique et de Pierre COURREGES-CLERCQ Secrétaire Général de l'UDFO Dordogne a introduit le débat en rappelant la légitimité des Organisations Syndicales à parler au nom des travailleurs, légitimité pourtant ignorée depuis un an au plus haut sommet de l'état. Nous avons également réaffirmé que notre rôle n'était ni de co-gérer ni de produire de la norme mais bien de relayer les inquiétudes et revendications des travailleurs en étant force de proposition.

Sur le sujet des retraites nous avons déclaré que, lorsque voyageurs nous prenions l'avion, nous ne discutions pas avec la compagnie du plan de vol ou de l'appareil et que notre priorité était le lieu et l'heure d'atterrissage. Nous avons regretté que le point d'atterrissage de la réforme ne fasse pas l'objet de la moindre communication tant au niveau de la valeur du point que du montant garanti des retraites. Nous avons déclaré que le principe d'acquisition de points aura pour effet de décaler dans le temps le départ à la retraite pour pouvoir partir avec un montant décent. Il nous a été répondu qu'il ne s'agirait pas d'un système par capitalisation, que rien n'était gravé dans le marbre, que de nombreux paramètres restaient à arrêter et que la mise en œuvre de cette réforme avec les partenaires sociaux prendrait du temps. Au passage il nous été dit l'attachement au paritarisme ce à quoi nous avons répondu que plutôt que de négocier chaque année, comme sur l'assurance chômage, il serait préférable de se laisser le temps d'observer les effets des précédentes réformes.

Nous avons rappelé notre attachement à notre modèle social, moderne et parfaitement adapté à notre époque, et déclaré que dans une période de fragilité comme nous traversons, le rôle de l'Etat était de protéger et non de renvoyer chacun à son propre sort.

Nous avons réaffirmé que les accords dérogatoires permis depuis la Loi Travail et plus encore depuis les ordonnances conduisaient, dans les entreprises, les employeurs à exiger l'inacceptable de leurs salariés : qu'ils se coupent le bras eux-mêmes.

Nous avons alerté sur les inquiétudes des 500 salariés directs et 3000 induits des Papèteries de Condat et échangé sur les possibilités de l'Etat à intervenir tant sur le plan du coût de l'énergie que pour soutenir le projet de nouvelle production. L'Etat, au courant du dossier travaille sur des pistes.

En lien avec la visite présidentielle, un point a été fait sur la désertification des services publics en Dordogne.

Nous avons rappelé les fermetures d'écoles, de bureaux de poste, de trésoreries, les fusions de collectivités mettant chaque jour davantage le service public plus loin de l'usager qui ne peut pas pour autant se replier sur les moyens numériques tant le réseau est inégal sur le territoire . Il nous été répondu que l'Etat en avait pris conscience et engagera un changement de cap qui prendra du temps.

Nous avons dit à nouveau la nécessité d'augmenter réellement les salaires dans le privé et dans le public, non pas par le biais d'exonérations de cotisations qui mettent en danger notre système de protection sociale et rappelé que l'Etat avait la main sur ces items là y compris sur les retraites.

Nous avons conclu en rappelant que notre département à la population vieillissante compte nombre d'EHPAD dont ont connait les difficultés tant pour les agents que les résidents et qu'il était urgent de s'attaquer au risque de la dépendance.

Au terme de cet entretien d'une vingtaine de minutes, nous avons remis des documents à l'attention de la Présidence qui devrait nous répondre. Nous avons eu au final le sentiment certes d'avoir été écoutés mais pour autant serons nous entendus.

UDFO 26 rue Bodin 24029 Périgueux Cedex Tél : 05 53 53 10 66 Fax : 05 53 54 17 71
Email : udfo24@force-ouvriere.fr Site internet UD : http: //24.force-ouvriere.org